

*L'Adresse—M. Mulroney*

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Et quelles mesures immédiates prend-on pour resserrer les lois contre la pornographie? Il a été question de modèles de productivité. C'est une excellente idée, monsieur le Président. J'en ai déjà parlé dans un discours le 22 avril 1982. J'en félicite le gouvernement ainsi que pour toutes ces autres choses. Présentez-nous ces mesures, présentez-les d'ici à Noël. Nous allons les adopter si vous vous engagez, en retour, à déclencher des élections, comme vous en avez le devoir.

**Des voix:** Bravo!

**M. le vice-président:** J'hésite à interrompre le chef de l'opposition (M. Mulroney), mais il doit s'adresser à la présidence.

**M. Mulroney:** Je me suis laissé emporter, monsieur le Président. Je vous prie de m'en excuser.

Le fait est qu'il y a quelques bonnes idées dans le discours. Toute idée qui permet de créer un emploi mérite l'attention de la Chambre. Je peux vous dire que si ce gouvernement veut se donner la peine de présenter des projets de loi soutenant ce principe, qu'il le fasse vite, et sans attendre. Oubliez le 13 décembre et le dîner avec Keith Davey et Ed Broadbent...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mulroney:** Je suis désolé. Je veux dire avec le chef du NPD. Que le gouvernement présente le projet de loi. Nous sommes prêts à siéger pendant toute la période des fêtes de fin d'année. Dès que le programme législatif aura été adopté, que le gouvernement respecte la tradition britannique suivie depuis longtemps au Canada selon laquelle il doit y avoir des élections, non pas tous les cinq ans, mais bien tous les quatre ans pour que le peuple puisse se prononcer sur la façon d'agir du gouvernement. Qu'il présente la mesure et qu'il tienne des élections.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Oh!

**M. Mulroney:** Un chasseur de gros gibier ne se laisse pas distraire par des pistes de lapins.

[Français]

Ah, les moutons du Québec, ça fait mal, parce que là, on s'en va dans vos circonscriptions, l'un après l'autre. Les Québécois en ont soupé de vous. On s'en vient et vous ne perdez rien pour attendre! Bingo!

[Traduction]

**M. Nielsen:** Le singe de Laurier.

**M. Mulroney:** Ensuite, il y a la question que bon nombre de libéraux ont posée à propos du rôle que devrait jouer l'opposition dans l'élaboration de la politique. Il s'agit d'une question tout à fait légitime. Elle préoccupe à juste titre le public. Je voudrais lire un bref extrait de ce qu'un Canadien très distingué et réfléchi disait à ce propos parce que c'est important. Voici ce qu'il disait:

A cet égard, je pense que ce serait mal interpréter le rôle de l'opposition que de laisser entendre qu'elle a la moindre obligation, sauf dans des circonstances très rares et pressantes, de présenter ses propres propositions législatives... Le

gouvernement doit assumer l'entière responsabilité lorsqu'il s'agit de proposer et de formuler les mesures législatives, sauf, bien entendu, pour les projets de loi d'initiative parlementaire. Ce serait non seulement absurde du point de vue politique, mais contraire à l'esprit de notre constitution que l'opposition propose elle-même des solutions législatives détaillées aux problèmes dont le Parlement est saisi, du moins tant que le gouvernement n'a pas fait connaître ses propres propositions.

C'est ce que l'honorable Lester B. Pearson disait le 27 janvier 1959.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** C'était un conseil judicieux et une évaluation fort raisonnable des implications d'ordre constitutionnel. Mais il a fait des réserves dans le cas de circonstances exceptionnelles, et le gouvernement actuel a besoin de toute l'aide qu'il peut trouver.

J'aimerais maintenant parler de certains problèmes et en expliquer les causes. Je dirai avec toute l'objectivité qui s'impose compte tenu des circonstances que le plus grave de tout, c'est que le gouvernement n'inspire plus confiance aux gens, qu'il s'agisse des particuliers, des investisseurs ou des entrepreneurs. La confiance est un sentiment fragile, difficile à définir. Une fois qu'on l'a perdue ou ne peut jamais plus la retrouver. Lorsqu'on a manqué à sa parole, qu'on a laissé tomber les gens qui vous avaient fait confiance, il faut s'attendre à de terribles difficultés.

Nos partenaires de l'OTAN, par exemple, ne nous ont pas en odeur de sainteté. Notre pays est mal en point parce que les petits et les moyens entrepreneurs ont presque été décimés par des mesures fiscales inconsidérées. Nous avons jeté l'alarme partout en adoptant des mesures rétroactives dans le cadre du Programme énergétique national. Nous vivons en démocratie parlementaire britannique où la tradition interdit d'adopter des lois qui comportent d'odieuses dispositions rétroactives. C'est un signal négatif inacceptable pour les financiers du monde entier. Nous n'avons pas les capitaux nécessaires pour créer 2 millions de nouveaux emplois, plus 700,000 par la suite. On a donné le signal. Depuis dix ans, nous subissons l'autorité de l'AEIE. Bien sûr cet organisme a un rôle à jouer. Nous ne sommes pas opposés à certains objectifs du Programme énergétique national, mais il n'est pas nécessaire de manquer à sa parole ni de confisquer le bien d'autrui pour atteindre son but.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Oui, nous avons vraiment perdu la confiance du public canadien, monsieur le Président. Vous avez perdu la confiance du public.

Un autre problème très important auquel le gouvernement devrait s'intéresser en priorité, c'est la productivité. J'admets que ce n'est pas un sujet très excitant mais cela reste la question d'actualité la plus importante. Le grand défi pour le Canada est de vendre des produits de qualité à des prix concurrentiels. Voilà à quoi se résume la situation. Pour ce faire, il faut améliorer sa productivité. La productivité, c'est ce qui nourrit l'économie d'un pays, monsieur le Président.